

DEPARTEMENT POLITIQUE
FEDERAL

Berne, le 5 septembre 1974

(1)
p.B.15.21.Cha.--SI/PI/Wf

CONFIDENTIEL

Procès-verbal
des entretiens entre M. le Conseiller fédéral Pierre Graber
Chef du Département politique fédéral et M. Chi Peng-fei,
Ministre des Affaires étrangères de la
République populaire de Chine.
Pékin, Grand Palais du Peuple,
les 3 et 4 août 1974

I. Délégation suisse :

- M. le Conseiller fédéral Pierre Graber, Chef du Département politique fédéral
- M. l'Ambassadeur Albert-Louis Natural, Ambassadeur de Suisse en Chine
- M. l'Ambassadeur Paul R. Jolles, Directeur de la Division du Commerce du Département de l'économie publique
- M. l'Ambassadeur Raymond Probst, Délégué aux Accords commerciaux, Département de l'économie publique
- M. l'Ambassadeur Michael Gelzer, Chef de la Division II du Département politique fédéral
- M. l'Ambassadeur François de Ziegler, Chef du Secrétariat politique du Département politique fédéral
- M. Francis Pianca, Conseiller de l'Ambassade de Suisse en Chine
- M. Pierre-Yves Simonin, Secrétaire du Chef du Département politique fédéral

- M. Norbert Meienberger, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Suisse en Chine (séance du 4.8.74)
- M. Marcel Disler, Deuxième Secrétaire de l'Ambassade de Suisse en Chine (séance du 4.8.74)

2. Délégation chinoise :

- M. Chi Peng-fei, Ministre des Affaires étrangères
 - M. An Tche-yuan, Directeur du Département des organisations internationales et conférences internationales, des traités et du droit au Ministère des Affaires étrangères
 - M. Sin Wei-kin, Directeur adjoint du Département des affaires de l'Europe occidentale au Ministère des Affaires étrangères
 - M. Tchou Tchouan-hsien, Directeur adjoint du Département du protocole au Ministère des Affaires étrangères
 - M. Wang Kouei-sin
 - M. Sie Sie-ho
 - M. Hou Feng-sien
 - M. Tou-young
- Collaborateurs au Ministère des Affaires étrangères

3. Ordre du jour :

1. Echange de vues sur la situation internationale (3/4.8.74)
2. Questions bilatérales (4.8.74)

4. Procès-verbal : M. Simonin (partie suisse); M. Pianca (partie chinois)

5. Durée :

Séance du 3.8.74 : 09 h 00 - 12 h 15
 Séance du 4.8.74 : 09 h 00 - 12 h 30

6. Langue de travail : français/chinois (interprète du MAE chinois)

- 1 -

lère séance de travail du 3 août 1974
(09 h 00 - 12 h 15)

I. Echange de vues sur la situation internationale

M. Chi Peng-fei

Nous considérons la visite que vous nous faites comme un événement d'importance majeure et nous y attachons beaucoup d'importance. Les relations normales que nous avons établies sont très bonnes et je ne doute pas que votre visite renforcera ces relations. La présente visite nous offre l'occasion de procéder à des échanges de vue sur les problèmes d'intérêt commun et les problèmes bilatéraux. Nous allons donc les examiner à bâtons rompus. Comme vous êtes nos invités, nous vous prions de commencer.

M. Graber

Avant toute chose, j'aimerais vous remercier de vos aimables paroles et de l'accueil chaleureux réservé à la délégation suisse. Nous aussi nous attachons à cette visite une importance exceptionnelle. Nos relations sont si bonnes depuis si longtemps qu'il n'est pas facile de les améliorer encore; c'est cependant avec cet espoir que nous sommes venus à Pékin.

Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je serais heureux de saisir l'occasion qui m'est offerte de vous expliquer les fondements de la politique extérieure de mon pays et ses particularités qui ne sont pas toujours faciles à saisir.

(texte de l'exposé en annexe)

- 2 -

M. Chi Peng-fei

Je vous remercie de l'exposé détaillé, de cette analyse que vous avez voulu me faire de la politique extérieure que poursuit la Suisse. Grâce à cet exposé, nous voyons plus clairement que la Suisse poursuit sa politique extérieure en fonction de sa position géographique. Depuis toujours, nous respectons la politique de neutralité que vous poursuivez. Vous avez mentionné cette neutralité armée. Je crois qu'il s'agit de quelque chose de très important. Sans cette force armée, vous ne pouvez pas préserver votre politique de neutralité. Ce point est très important en ce qui concerne la défense nationale militaire et civile.

Vous avez abordé le dossier concernant la sécurité en Europe, les positions de la Suisse en Europe, avec les Neuf. Votre exposé m'a permis de mieux comprendre ces problèmes. Nous pourrions approfondir nos analyses sur la CSCE. Cette conférence n'a-t-elle pas pratiquement échoué ?

M. Graber

Il est sans doute prématuré de porter un jugement définitif sur la CSCE. Il est vrai que le champ de manoeuvre est étroit; cependant comment faire un pronostic sur l'issue finale de la CSCE ? Tout dépend de ce qu'on en attendait au départ. D'aucuns en attendaient la consécration du statu quo en matière de frontières. Pour les pays de l'Europe occidentale, l'effort n'a pas été si grand de consacrer cette reconnaissance de frontières que personne ne songe à remettre en cause et que personne n'a les moyens de modifier. C'est pourquoi cette question a pu être liquidée rapidement, peut-être trop rapidement.

- 3 -

L'URSS ayant atteint son objectif, on pouvait espérer en contrepartie une petite ouverture en faveur des Etats que vous savez, qui leur aurait assuré une meilleure autonomie et une plus grande indépendance. La Suisse imaginait la possibilité d'un véritable dialogue au terme duquel on aurait admis, pour asseoir la détente, l'inviolabilité des frontières - avec cependant la réserve que les frontières pourraient être modifiées pacifiquement - et obtenu, en échange, une liberté plus réelle pour les Etats de l'Est. Ce que l'on peut dire d'ores et déjà, c'est que les efforts déployés par les pays de l'Ouest et quelques-uns de l'Est pour améliorer les conditions de l'information et des contacts humains n'ont jusqu'à présent abouti à rien de bien concret.

Dans l'état actuel des choses, il faut s'attendre à des résultats très modestes dans ce domaine. Même modestes, ils ne laissent pas moins subsister à nos yeux un espoir raisonnable d'amélioration ultérieure. C'est une indépendance plus grande des Etats à long terme qui est en cause ici. En bref, il nous paraît qu'en matière de sécurité, les données après la conférence resteront les mêmes. En matière de coopération entre les Etats et les individus en revanche, un petit espoir est permis.

M. Chi Peng-fei

Vous placez un petit espoir dans le succès de la conférence.

M. Graber

Il est infinitésimal, minuscule; mais cela est déjà mieux que rien. Car l'autre terme de l'alternative, c'est le retour à la guerre froide, et cela la Suisse ne peut le souhaiter.

- 4 -

M. Chi Peng-fei

Il y a certaines différences entre votre point de vue et le nôtre à cet égard. Dès le début, nous avons considéré cette conférence comme dangereuse. Plus on progresse, plus apparaissent des contradictions. Celui qui a fait la proposition n'a pas voulu faire la sécurité. Ce qu'il souhaite, c'est de fixer les frontières. C'est pour cette raison que, dès le début, nous ne placions pas d'espoir dans cette conférence. Nous la qualifions de conférence dangereuse. Cette conférence a duré bien longtemps et on assiste à une multitude de contradictions. Comme vous l'avez dit, cette conférence se révèle plus difficile que prévu. Peut-être par souci de sauver la face, on s'efforce de parvenir à un résultat minuscule. Je crois que même cela n'a pas d'importance. Celui qui a présenté la proposition de conférence s'est efforcé de créer, dès le début, une fausse impression de paix, afin d'endormir la vigilance des peuples et des Etats. Au moment où l'on ne peut parvenir à signer de grands accords, on s'efforce de faire beaucoup de vacarme, dans le faux dessein de créer une conférence. Celui qui a eu l'initiative s'emploie à faire beaucoup de propagande. C'est dire que ces initiateurs s'efforcent de créer une fausse impression. C'est pourquoi, c'est notre point de vue, même si on en vient à signer quelques accords d'importance mineure, la conférence a échoué totalement. Je prends note de ce que vous avez dit : succès minuscule.

M. Graber

Nos points de vues ne sont pas si éloignés qu'il paraît à première vue. Cependant, nous ne pouvons pas prétendre aujourd'hui que l'échec est absolu. En matière de sécurité, rien n'a été et ne pouvait être gagné. Dès le départ, nous avons dit que nous étions sans illusions. Mais en raison de notre

- 5 -

position géographique, nous devons nous poser la question de notre participation ou non à la CSCE. Notre réponse a été la suivante : dès lors que la CSCE avait lieu, nous ne pouvions pas ne pas y participer. D'emblée, nous en avons ressenti l'aspect relativement périlleux, à savoir l'illusion que pourrait faire naître cette conférence au niveau des opinions publiques occidentales et les risques de voir se relâcher les efforts de défense. Il faut cependant se rendre compte que l'opinion publique occidentale est préparée de manière à juger des résultats de la conférence exclusivement sur ce qui aura été obtenu ou non dans le domaine de la corbeille III. Du côté de l'Est, les pays qui espéraient quelque progrès en matière d'échange de journalistes, de liberté de circulation etc. ont trop attendu de la conférence; il n'est cependant pas certain qu'ils seront totalement déçus. Un petit espoir est toujours permis. Il faut refuser de faire montre d'un total pessimisme et croire à l'irréversible amélioration des relations entre les peuples. C'est une question d'appréciation. Un succès minime, qui se chiffrerait à 2 % par exemple, peut paraître misérable à certains; à nos yeux, il serait déjà considérable.

M. Chi Peng-fei

Il s'agit d'envisager cette conférence en partant d'un point de vue d'ensemble, de voir si les avantages l'emportent sur les désavantages. A qui profite-t-elle ? Elle profite plus à l'autre camp et non aux peuples et aux pays de l'Europe occidentale. Je crois que l'URSS n'espère pas parvenir à des résultats. Dès le moment que la conférence s'ouvre, elle la considère comme un succès.

- 6 -

M. Graber

Je ne crois pas que la CSCE représente un succès de propagande pour l'URSS, car comme je vous l'ai dit, les opinions publiques en Occident jugeront la conférence uniquement sur les résultats obtenus en matière d'amélioration des relations humaines. Etant donné que ces résultats se rapprocheront de zéro, on ne pourra pas parler de succès soviétique. D'autre part, la consécration de l'inviolabilité des frontières ne peut être considérée comme un véritable succès, dans la mesure où ces frontières existent et que personne ne peut modifier le statu quo. La réalité est la réalité. L'on s'accorde sur les mobiles immédiats de l'URSS à propos de la CSCE. Mais comment juger de ses objectifs à plus long terme ? Nous serions heureux de connaître votre appréciation à ce sujet.

M. Chi Peng-fei

C'est très simple à répondre. L'objectif que recherche l'URSS, c'est une détente fictive. Cette conférence a déjà débuté en juillet 1973. La politique de l'URSS vise à une détente fictive. Elle s'efforce de convoquer des conférences de sécurité. Elle parle du bout des lèvres, alors qu'elle recherche l'hégémonie. En effet, la politique de prétendue détente que poursuit l'URSS vise à créer une détente fictive. Après la visite de Nixon en 1972, on a fait un tas de choses pour faire croire que les deux supergrands cherchent la détente. Cette prétendue détente n'est qu'un écran de fumée. La rivalité, c'est l'essence, la détente c'est l'apparence. Un exemple concret : pourquoi à Helsinki est-on parvenu à faire avancer la conférence, alors qu'à Vienne on piétine pour la réduction équilibrée et mutuelle des forces ? L'essence, c'est que les deux supergrands se livrent à la rivalité. Elles se livrent l'une comme l'autre à la course aux armements. Je dis que, pour réaliser leurs visées expansionnistes stratégiquement parlant, la rivalité se trouve en Europe. Pour s'assurer l'hégémonie mondiale, l'URSS essaie de s'assurer

- 7 -

l'Europe par la légalité. L'importance stratégique de l'Europe fait qu'avant de s'assurer l'Europe, l'URSS ne peut s'assurer l'hégémonie mondiale. Maintenant les conditions ne lui permettent pas d'intervenir militairement. Mais ses équipements d'armements modernes, ses effectifs militaires, ses bases sont tournés en direction de l'Europe. Si on se livre à une action militaire, cela serait trop impudent. C'est pour cette raison que l'URSS recourt à des procédés pacifiques. C'est pour cette raison qu'elle provoque la conférence. Son but, c'est de s'assurer l'Europe. Ce n'est qu'un dessein. Nous, nous estimons que par les deux guerres mondiales, les pays d'Europe ont pris conscience, sont à même de percevoir à jour les desseins sournois de l'URSS. C'est justement pour cette raison que nous disons que les gestes de paix sont pour rechercher l'hégémonie. L'URSS essaie de provoquer le dégagement des Etats-Unis de l'Europe. Si elle y arrive, alors elle sera près de son but. Le souhait que nous formons, c'est que les peuples puissent réaliser leur union. Comme vous l'avez dit, cela nécessite un processus qui ne peut pas être réalisé du jour au lendemain. Nous souhaitons que vous autres Européens puissiez voir à long terme cette orientation. Nous serions heureux de voir que les peuples de l'Europe réalisent leur unité pour préserver leur indépendance. Si on ne dispose pas d'une force réelle, on ne sera pas à même de réaliser l'indépendance. Le danger le plus grand provient de la région qui se trouve au nord-est de votre pays. Tel est notre point de vue.

- 8 -

M. Graber

A propos de la conférence MBFR : si celle-ci aboutissait, elle risquerait bien davantage que la CSCE d'être génératrice d'illusions dans les opinions publiques occidentales. La Suisse en est convaincue, car cela signifierait un désengagement partiel des forces nord-américaines en Europe, qui ^{ne} serait compensé par rien de semblable de l'autre côté. C'est là que résiderait le vrai danger.

A propos de la défense militaire de l'Europe : la neutralité suisse n'est pas un but en soi, mais un moyen de défendre l'indépendance du pays dans les circonstances actuelles. Comme je l'ai déjà dit, nous ressentons la nécessité d'une défense autonome de l'Europe. Le devoir de la Suisse est d'apporter sa contribution dans la modeste mesure de ses possibilités et d'assurer la défense de ce petit territoire qui lui incombe.

M. Chi Peng-fei

Nous disons qu'il s'agit d'une conférence qui a échoué en ce sens. Supposez que la conférence parvienne à un certain accord. Cela n'amène pas la sécurité de l'Europe. Sans cette conférence, on ne peut dire qu'il n'y aura pas de sécurité; avec cette conférence, on ne pourra pas dire qu'il n'y aura plus de sécurité. En ce sens, la conférence a échoué. Je prends note du fait que vous n'avez pas d'illusion. En provoquant activement cette conférence, l'Union soviétique recherche non la sécurité, mais a le souci de s'assurer l'hégémonie. En apparence, on peut faire ceci ou cela, mais la rivalité se fera toujours plus aiguë. C'est justement pour cette raison que, dès le début de la conférence, nous avons estimé qu'elle n'apportera

- 9 -

pas la sécurité. Maintenant les deux superpuissances se livrent à la rivalité à travers le monde. Est-ce qu'on peut dire que l'Europe connaîtra la tranquillité ? Quelquefois, sans voir les choses dans une optique d'ensemble, on se limite à une optique partielle. On n'a pas une idée bien claire. Certes, pour le moment, comparé à la situation au Moyen-Orient, à la Méditerranée orientale où se trouve Chypre, la situation peut être moins chaude, mais la rivalité affecte directement l'Europe. Nous estimons utile d'en saisir l'essence.

M. Graber

A nos yeux, je le répète, les données au plan de la sécurité européenne ne seront pas modifiées par la CSCE. Il n'est pas moins vrai que la paix dure depuis 1945; nos opinions publiques en ont bénéficié et s'y sont habitués. En même temps, il est de plus en plus malaisé d'amener ces opinions publiques à prendre conscience de la nécessité de la défense de continent. Je ne crois pas que la CSCE ait aggravé les choses.

M. Chi Peng-fei

Cela peut créer cette fausse impression que la conférence crée une plus grande sécurité. Après la deuxième guerre mondiale, un équilibre s'est créé et on s'y est habitué. Il est difficile de changer l'avis dans la tête des gens, d'autant plus qu'on a souffert des dégâts causés par les guerres. La situation objective évolue toujours. Elle progresse. Une fois arrivé à une telle étape, il faut faire attention. Vous dites que la guerre est possible. Nous nous disons qu'elle est certaine, qu'on ne peut pas la conjurer. Depuis la

- 10 -

deuxième guerre mondiale, on n'a pas cessé avec les guerres locales. On continue à se battre en Indochine, malgré l'accord de Paris. Prenons le cas du Moyen-Orient après la guerre d'octobre. On continue de bombarder le Liban. Deux pays appartenant à l'OTAN, la Turquie et la Grèce, se battent à Chypre. Les guerres de libération nationale n'ont pas cessé en Angola, au Mozambique, en Guinée-Bissau. La situation a connu de nouveaux développements depuis la deuxième guerre mondiale et les guerres n'ont point cessé. La rivalité devient toujours plus aiguë. Chacune des superpuissances cherche à l'emporter sur l'autre. L'inflation, la hausse des prix, comment résoudre ces problèmes ? Ce sera la guerre. Il y a deux solutions : ou ce sera la guerre entre les superpuissances ou ce sera la guerre de libération nationale, et le peuple se lèvera pour faire la révolution.

M. Graber

Le désir d'une paix véritable est naturel à chaque individu.

M. Chi Peng-fei

Il est particulièrement important de noter l'apparition d'une nouvelle donnée aux Etats-Unis : deux factions existent, d'une part celle du Secrétaire d'Etat Kissinger, d'autre part le Pentagone de M. Schlesinger. Le Pentagone, qui dispose des armes nucléaires, a une attitude plus dure. Kissinger veut parvenir à son but par un procédé plus astucieux, en payant moins. La crainte d'une crise économique amène à rechercher une issue. On envisage des conversations d'une part. On cherche une issue par la guerre d'autre part. On convertit des usines pacifiques en usines d'armements.

- 11 -

Cette donnée, il faut y prêter une attention toute particulière. Le débat continue. Nous soumettons à votre examen l'apparition de cette nouvelle donnée. Comme les deux superpuissances développent leurs armes nucléaires, qu'est-ce qu'elles feront ? La conclusion que nous tirons, c'est qu'on ne peut pas conjurer la guerre. C'est déterminé par le processus de la société. On ne peut pas faire de pronostic, ni dire où et quand elle éclatera.

M. Graber

A propos de la guerre, nous la qualifions de "possible" alors que vous la dites "certaine". Nous vous sommes reconnaissants pour l'analyse si claire que vous nous avez présentée. Votre vue des choses nous paraît réaliste, mais nous nous refusons à pousser si loin le fatalisme. Ce qui frappe nos opinions, c'est qu'en dépit des guerres régionales, une conflagration mondiale ait pu être évitée. S'agissant de l'indépendance, les faits montrent que l'on peut y aboutir sans guerre générale. La rivalité entre le Pentagone et le Département d'Etat nous paraît être une des données constantes de la politique américaine. Ce qui est nouveau, c'est la crise économique qui a secoué récemment l'Occident. L'histoire a montré que les crises de ce genre ont souvent abouti à des issues tragiques. Mais nous ne croyons pas que les difficultés seront telles que la guerre sera inévitable. La politique d'embargo pétrolier des pays arabes a eu des répercussions très négatives sur l'Europe y compris la Suisse et le Japon alors que les USA étaient sensiblement moins atteints. En fait, les pays arabes ont affaibli précisément cette partie du monde - l'Europe - dont vous avez souligné l'importance dans l'hypothèse où les superpuissances passeraient aux actes pour asseoir leur hégémonie. C'est un paradoxe que je me

- 12 -

permets de souligner. Nous espérons qu'une entente interviendra entre l'Europe et les pays arabes pour que, d'une part, un juste prix soit garanti au pétrole et que, d'autre part, la situation économique et monétaire de l'Europe ne se détériore pas davantage.

M. Chi Peng-fei

A propos de l'embargo pétrolier, il s'agit d'un problème touchant les pays arabes et le Tiers-Monde. Vous dites que vous en avez souffert. Mais il fait songer à la politique pratiquée autrefois par la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne à l'égard des pays arabes. Certes, votre cas est différent.

M. Graber

On ne répond pas aux erreurs du passé en commettant des erreurs dans le présent. Tout doit être jugé en fonction de la situation présente.

M. Chi Peng-fei

Ces gens-là ont pratiqué cette politique pendant tellement longtemps, pourquoi les Arabes ne peuvent-ils pas aujourd'hui pratiquer aussi leur politique ? Divers pays d'Europe occidentale ont conclu des accords avec certains pays arabes sur un pied d'égalité. C'est une bonne attitude.

- 13 -

M. Graber

Nous avons fait allusion à la situation économique. Il serait intéressant pour nous de procéder au cours de notre séjour ici à un tour d'horizon économique avec votre Ministre du Commerce extérieur. Pensez-vous qu'une telle rencontre soit réalisable ?

M. Chi Peng-fei

On peut l'envisager. On peut discuter de ces problèmes.

M. Graber

Il se trouve que la Suisse dispose sans doute d'informations de nature à intéresser votre collègue du Commerce extérieur. Vous nous avez suggéré un accord de commerce; nous attachons un grand prix à cette idée. C'est dans le cadre d'une entrevue avec le Ministre du Commerce extérieur que nous pourrions en discuter la mise en oeuvre.

M. Chi Peng-fei

Comme nos entretiens sont des entretiens en toute franchise, des entretiens entre amis, nous souhaitons que leur contenu ne soit pas destiné à la presse.

M. Graber

Nous ressentons les choses de la même manière : on ne peut parler librement qu'entre amis.

- 14 -

2ème séance de travail du 4 août 1974
(09 h 00 - 12 h 30)

I. Echange de vues sur la situation internationale (suite et fin)

M. Chi Peng-fei

La situation dans la région balkanique, dans la partie ouest de la Méditerranée connaît des bouleversements. On a certes abouti à un cessez-le-feu à Chypre, mais le problème n'est pas résolu pour autant. Il est directement lié au problème du Moyen-Orient. Il en va de même au Moyen-Orient. On a abouti à un cessez-le-feu, mais le problème reste. De quelle façon le problème chypriote va-t-il se résoudre ? Le cessez-le-feu est instable. La situation à Chypre exerce une influence sur celle de la région balkanique et par voie de conséquence sur l'Europe. Ce problème, qui constitue un bouleversement dans cette région, doit attirer une vive préoccupation de votre part. Des choses graves peuvent surgir. Les deux Superpuissances se livrent à la rivalité. Cette fois-ci, le problème a pris la forme suivante : il s'agit de deux membres de l'OTAN, alors qu'en réalité ce sont les deux Supergrands qui se livrent à la rivalité. Ce coup d'Etat à Chypre a été causé par la CIA par le biais de la Grèce, mais l'Union soviétique incite la Turquie à envoyer des forces armées. Le problème ayant pris de l'ampleur, les Etats-Unis ont éprouvé le besoin de se replier un peu, dans l'espoir de calmer la crise. L'Union soviétique s'efforce de se faire représenter à Genève. Elle ne se contente pas de l'accord intervenu. Cela démontre que l'apparition de troubles est liée à la rivalité des deux Supergrands. Notre point de vue est que l'absence de tranquillité dans le monde

- 15 -

est due aux deux Superpuissances. Notre principe général, c'est de réaliser l'unité entre les pays du Tiers-Monde et du 2ème monde en vue de combattre l'hégémonie. Suivant nos critères, les deux Superpuissances forment le 1er monde. Elles se livrent hors de leurs frontières, à l'expansion. Pourquoi les deux Supergrands agissent-ils de cette façon ? Aggression et expansion, ce sont là leurs ambitions. S'assurer l'hégémonie, se tailler des sphères d'influence, alors qu'en réalité ils se heurtent à de multiples difficultés. Ils sont assaillis de difficultés tant intérieures qu'extérieures. Ils ne peuvent pas parvenir à leurs objectifs. En un mot, "les fleurs se flétrissent et on n'y peut rien". Dans tous les domaines, ils sont sur leur déclin constant. La politique qu'ils poursuivent suscite l'opposition énergique du 2ème et du 3ème monde. Ils sont de plus en plus isolés. Ils vont essuyer un échec total. En ce qui concerne les dangers que constituent les deux Superpuissances, le social-impérialisme est particulièrement perfide. Il s'avère pire. L'Union soviétique se prétend un pays socialiste, mais d'après l'expérience que nous avons accumulée, ce n'est plus un pays socialiste, c'est un pays social-impérialiste. Sa nature a changé. Comment un pays socialiste pourrait-il se livrer à l'expansion ? Il se livre à l'expansion. C'est un pays social-impérialiste.

- 16 -

Depuis l'avènement de Khrouchtchev et Brejnev, on a assisté à l'envoi de troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. En outre, l'URSS a cherché à exercer son contrôle sur les pays arabes. Elle a poussé l'Inde à démembrer le Pakistan. Autant de preuves de son expansionnisme. L'URSS s'appuie sur ses forces militaires et sur les quelques bombes atomiques dont elle dispose. En réalité, ces bombes ne sont pas de nature à intimider quiconque; ce ne sont que des tigres de papier. L'URSS ne recule devant aucun moyen perfide pour se livrer à la subversion, pour se mêler des affaires intérieures d'autrui, pour faire de l'espionnage. L'URSS ne peut égaler les USA sur le plan économique, militaire, scientifique et technologique; ses procédés sont plus perfides que ceux utilisés par les USA. Certes, les Américains sont sur leur déclin et se heurtent à beaucoup de difficultés. Depuis 1945, ils ont porté partout leurs tentacules et suscité partout la résistance. Mais il n'est pas moins évident que l'URSS cherche à s'inspirer des USA dans leur tentative de s'assurer l'hégémonie mondiale. Sur ce chapitre, elle se heurte à des difficultés encore plus grandes que les USA. C'est pourquoi la Chine prétend que ses ambitions sont folles et au-dessus des forces dont dispose l'URSS. Celle-ci connaît des difficultés tant intérieures qu'extérieures et essuie partout des revers. Il n'empêche qu'elle se livre à l'aventurisme. Il se peut que certains pays se laissent tromper par l'URSS, mais même le peu de crédit dont elle jouit est pratiquement réduit à néant. Ceci

- 17 -

est illustré par les récents événements de Chypre et par ce qui s'est passé à l'ONU.

Hier, nous avons dit que le danger d'une nouvelle guerre était inévitable, car les deux Superpuissances se livrent à une rivalité entre elles, à une course aux armements. Ce sont deux impérialismes et cela signifie la guerre. Cette rivalité ne peut que déboucher un jour ou l'autre sur la guerre. Cela est prouvé par la situation extrêmement tendue au Moyen-Orient.

Au gré des événements chypriotes, l'URSS a mis en état d'alerte 7 divisions aéroportées et sa marine en Méditerranée; les USA ont agi de même: VIe flotte et troupes en état d'alerte en Europe. C'est un signe du caractère inévitable de la guerre.

Ceci n'est qu'un aspect des choses. Il y a un autre élément à prendre en considération. On assiste à l'accroissement des forces du Tiers-Monde. Cette montée du Tiers-Monde gêne l'action des deux Superpuissances; elles devront en tenir compte si elles s'avisent de déclencher une nouvelle guerre. Nous entendons par Tiers-Monde, les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'autres pays dans le monde, désireux de préserver leur indépendance et leur souveraineté. Dès après la deuxième guerre mondiale, la montée du Tiers-Monde s'est transformé en un courant général et irréversible de l'histoire : les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la Révolution.

Lorsque les intérêts des deux Superpuissances entrent en conflit, des tensions se créent. Si ces tensions devaient déboucher sur une situation grave, le Tiers-Monde déclencherait un mouvement d'indépendance nationale encore plus vigoureux. D'où la prudence des deux Superpuissances qui vont toujours jusqu'au bord de la guerre sans toutefois la déclencher; elles

- 18 -

réussissent à désarmer la situation en recourant au compromis. Nous estimons que ce sont les peuples du Tiers-Monde et non les Superpuissances qui déterminent les événements de l'histoire.

A propos de la guerre, il existe deux possibilités : elle sera déclenchée soit par les pays impérialistes, soit par les peuples en quête de leur indépendance et leur libération; ce sera alors la Révolution. Les deux Superpuissances mèneront une guerre mondiale et générale, tandis que les peuples feront des guerres régionales par-ci par-là. Le danger d'une guerre mondiale demeure, mais la tendance principale est aujourd'hui à la Révolution. C'est dans cette double optique que nous disons que la guerre est inévitable. Les deux Superpuissances devront compter avec la Révolution qui éclatera à la suite de la guerre mondiale qu'elles auront déclenchée. Elles provoqueront leur propre ruine et prépareront les conditions favorables à la Révolution. Même si la guerre ne devait pas éclater entre pays impérialistes, des guerres contre l'oppression et l'exploitation se produiront toujours, car il faut anéantir l'impérialisme et l'expansionnisme. C'est un objectif à long terme. C'est pour cela que nous ne croyons pas à des absurdités telles que la détente et la paix dite "durable", qui sont autant de notions fausses. Nous ne croyons pas à cette prétendue "paix durable".

Nous formons le vœu que le Second-Monde et le Tiers-Monde parviennent à concrétiser leur amitié dans la lutte contre les deux Superpuissances, car ces deux mondes sont victimes de leur oppression et de leur intervention. La politique menée par certains pays du Second-Monde à l'égard du Tiers-Monde n'a pas toujours été bonne. Nous souhaitons que ces pays modifient leur politique pour établir avec

- 19 -

le Tiers-Monde des relations sur pied d'égalité. Certains pays du Second-Monde ne favorisent pas la lutte contre les Superpuissances mais affectent au contraire l'unité qu'il convient de réaliser. Prenons le cas de l'embargo pétrolier qui devait frapper les deux Superpuissances mais dont certains pays du Second-Monde ont principalement fait les frais. En fait les deux Superpuissances n'en ont pas tellement souffert, d'autant que ce sont elles qui ont provoqué les événements du Moyen-Orient. C'est pourquoi nous disons que le Second-Monde ne doit pas se plaindre de cette situation mais plutôt des agissements des deux Superpuissances qui ont provoqué l'embargo. Nous estimons que les pays du Second-Monde doivent poursuivre une politique réellement indépendante et se débarrasser de l'influence des deux Superpuissances sur le plan tant économique que politique. Ils doivent pratiquer à l'égard du Tiers-Monde une politique d'égalité.

La situation actuelle est marquée par des bouleversements dans le monde : nous disons qu'il s'agit là d'une situation excellente. L'histoire avance, la société se développe. Sans ces bouleversements, on n'en finira pas avec les vieux systèmes irrationnels, les vieilles structures. On assiste à une montée en force du Tiers-Monde, des mouvements de libération, de la lutte des peuples pour leur souveraineté nationale : cette situation est excellente. Les deux Superpuissances se heurtent à beaucoup de difficultés, tant internes qu'externes, bien qu'elles montrent les dents et sortent les griffes. En fait, la force est détenue par le Tiers-Monde. Cette situation excellente, nous l'illustrons par le proverbe chinois : "à l'approche de la tempête, le vent envahit le pavillon". En d'autres termes, à l'approche de la tempête, le monde connaît de grands bouleversements.

- 20 -

Voilà, grosso modo, notre point de vue sur la situation mondiale. Elle est excellente du point de vue de la Révolution et nous sommes remplis d'optimisme.

M. Graber

Je vous remercie d'avoir brossé une fresque de la politique mondiale telle qu'on la voit de Pékin. J'aimerais dire d'emblée que notre forme d'esprit et notre manière d'observer les événements veulent que nous n'aboutissions pas à des jugements aussi catégoriques que les vôtres. Nos vues sont plus nuancées. Il est évident que la matière abordée ce matin pourrait donner lieu à des jours de discussions. Je vais devoir cependant me limiter à quelques remarques. En vérité, votre analyse pourrait inciter les Européens et les Suisses que nous sommes à rentrer chez eux avec une vue extrêmement pessimiste des choses. On pourrait avoir le sentiment que la malheureuse Europe est destinée à être broyée entre les deux Superpuissances d'une part et le Tiers-Monde de l'autre. On ne voit pas très bien comment envisager le destin de l'Europe à laquelle nous appartenons autrement que dans la crainte et le désespoir. Il est clair que la préoccupation fondamentale des Suisses et des Européens est d'assurer leur sécurité et leur indépendance. Or, si l'on admet que l'Europe peut être menacée dans son existence et son autonomie par la Superpuissance géographiquement la plus proche, personne ne peut contester que la sécurité de l'Europe implique un accord profond et immédiat avec l'autre Superpuissance dans le but d'assurer sa défense qu'elle est incapable pour l'heure d'assumer par ses propres moyens. Cela dérange quelque peu le schéma d'un monde divisé en trois qui, dans l'immédiat, ne nous paraît pas correspondre à la réalité. A long terme peut-être.

- 21 -

Nos vues ne concordent pas tout à fait non plus à propos de l'aboutissement fatal de ce que vous appelez la politique d'hégémonie. Nous sommes d'accord avec vous pour dire que les Superpuissances ont le pouvoir d'assurer leur puissance et que cela implique une compétition qui risque de menacer les autres pays. Mais la réalité historique est que nous vivons en paix depuis un quart de siècle; la puissance même des Superpuissances a en fait évité que les guerres régionales ne dégénèrent en conflit général. Au cours des récents événements - Moyen-Orient, Chypre - on a frisé la catastrophe, mais la conflagration mondiale a pourtant été évitée. A nos yeux, il n'est pas fatal que cette politique d'hégémonie débouche sur une guerre mondiale. La force nucléaire est une réalité. On peut certes la qualifier de "tigre de papier"; il n'empêche que de nombreux Etats s'efforcent de posséder cette arme redoutable. Son pouvoir de destruction a fait qu'un conflit mondial a pu jusqu'à présent être évité. Il n'est pas certain que ce frein ait aujourd'hui complètement perdu de son efficacité.

M. Chi Peng-fei

On ne peut pas prétendre davantage que les deux Superpuissances ne déclencheront pas une guerre totale le moment venu.

M. Graber

A supposer que la guerre aboutisse fatalement à la ruine des Superpuissances et à l'avènement de la Révolution, il est difficile d'imaginer que les responsables de ces Etats se lancent dans une action qui signifierait leur propre ruine.

- 22 -

A propos des pays du Tiers-Monde, je crois qu'il n'existe aujourd'hui aucun Etat d'Europe - quelles qu'aient été les erreurs du passé - pour leur refuser le droit d'accéder à l'indépendance et à la souveraineté. Quant à la Suisse, elle est consciente de la profonde solidarité d'intérêt entre le Tiers-Monde et les Etats industrialisés de l'Europe occidentale. Il n'y a désormais plus de prospérité européenne pensable sans que ne soient reconnus les intérêts légitimes du Tiers-Monde. Ce qu'il y a de révolutionnaire à nos yeux, c'est que les pays d'Europe doivent admettre une modification radicale de leurs relations avec le Tiers-Monde. Ce qui implique une certaine constante, une certaine durée de ces relations, sur la base de rémunérations justes accordées au Tiers-Monde producteur de pétrole et de matières premières. Rien ne nous interdit d'espérer que l'on parvienne à une entente garantissant d'une part le développement du Tiers-Monde et d'autre part la stabilité économique de l'Europe, sans laquelle notre continent connaîtrait de très graves difficultés.

Cela m'amène à revenir à un aspect d'une question esquissée hier, à savoir l'embargo pétrolier. Il ne s'agit pas de se plaindre mais de constater simplement que l'embargo n'a pas gêné du tout l'URSS, au contraire. Elle s'est assurée une partie du pétrole du Moyen-Orient de façon à non seulement conserver ses propres réserves mais encore à exporter du pétrole en direction de l'Europe à des prix rémunérateurs. Les USA sont à cet égard quasi autonomes. De sorte que l'embargo a frappé essentiellement l'Europe occidentale dans sa souveraineté et son autonomie; du coup elle s'est trouvée dépendante des USA. C'est un résultat qui repose, semble-t-il, sur une erreur d'appréciation fondamentale. Peut-être vous intéressera-t-il de savoir comment nous analysons cette crise économique et pourquoi la situation

- 23 -

actuelle nous inquiète. Avec votre permission, je vais demander à l'Ambassadeur Jolles de faire un rapide exposé à ce sujet.

M. Chi Peng-fei

C'est vrai ce que vous dites; l'URSS a profité des circonstances. Avez-vous encore autre chose à exposer ?

M. Graber

Nous pourrions, par la suite aborder les problèmes bilatéraux; cela ne nous prendra que peu de temps.

M. Chi Peng-fei

C'est un fait de l'histoire : l'Europe ne réussira pas à se débarrasser très vite des liens qu'elle entretient avec les Etats-Unis.

Etant donné que l'Europe occidentale ne dispose pas d'une propre capacité de défense, vous demandez le parapluie nucléaire des Etats-Unis et le maintien de leurs troupes en Europe. Nous comprenons cela. On ne pourra pas clarifier d'un coup les liens complexes que vous avez avec les Etats-Unis, mais, à envisager les choses à long terme, nous serions heureux de voir une Europe indépendante, indépendante de l'une et de l'autre Superpuissance. L'URSS se sert de la présence de troupes américaines en Europe pour y poster d'importants effectifs militaires. Supposons que l'Europe dispose d'une force à elle. Lorsque de Gaulle a avancé cette idée, nous l'avons approuvé. Mais l'Europe ne peut pas rester dans ce rôle de dépendance des Etats-Unis.

- 24 -

Réalisez l'union de l'Europe; ainsi vous parviendrez, dans vos rapports avec le Tiers-Monde, à échapper à l'influence des Superpuissances. Les cas varient de pays en pays. La Suisse constitue un cas particulier, parce que vous pratiquez une politique d'indépendance et de neutralité. Vos rapports avec le Tiers-Monde sont différents de ceux de nombreux autres pays européens. Telle est notre manière de voir en ce qui concerne le déclenchement d'une guerre par l'impérialisme. La loi du développement de l'histoire est indépendante de la volonté humaine. La guerre pourra éclater parce que la situation aura échappé au contrôle.

A propos du problème des armes nucléaires, des gens ont la crainte de la prolifération. Nous nous opposons à l'accord de prolifération partielle des armes nucléaires. Les Superpuissances l'approuvent pour pratiquer le chantage. L'Inde dispose d'armes nucléaires. Si d'autres pays possèdent l'arme atomique, cela n'a pas d'importance. On se gênera mutuellement. Politiquement parlant, les deux Superpuissances entendent posséder l'arme atomique pour procéder à l'intimidation. Pour cela, elles font un grand tapage en disant que ces armes sont formidables.

M. Jolles

Je me permets de vous livrer quelques réflexions à propos des facteurs économiques qui influent sur la situation globale. Je ne vous parlerai pas des problèmes suisses, mais des problèmes Europe - Tiers-Monde que vous évoquiez tout à l'heure. Je crois pouvoir constater que nous sommes d'accord sur un point, à savoir l'intérêt qu'il y a d'une coopération plus étroite entre l'Europe et le Tiers-Monde, susceptible de renforcer leurs positions respectives face aux Superpuissances. J'aimerais vous démontrer comment, à

- 25 -

notre avis, la situation qui prévaut actuellement agit en sens contraire.

La situation de l'Europe s'était très rapidement améliorée dans les années soixante. De dépendante qu'elle était des USA (Plan Marshall) elle s'est transformée en une puissance économique comparable aux Etats-Unis et ceci en partie grâce à l'intégration européenne. Elle a même connu une prospérité et une croissance plus rapides que les USA. Je n'en veux pour preuve que la réévaluation des monnaies européennes par rapport au dollar et le retour en Europe de nombreux hommes de science européens émigrés jadis aux USA. Cette prospérité accrue de l'Europe lui a permis d'augmenter son assistance au Tiers-Monde, alors que les USA connaissaient des difficultés de plus en plus grandes à faire face à leurs engagements vis-à-vis du même Tiers-Monde. Une coopération plus étroite entre l'Europe et le Tiers-Monde s'est établie. Or, cette situation que nous considérons comme positive et qui correspond d'ailleurs aux vues que vous venez vous-même de nous exposer, a subi un renversement brusque du fait du pétrole. Non seulement à cause de l'embargo, mais de la politique du prix du pétrole qui a quadruplé. Les matières premières ont, elles aussi, subi une augmentation très rapide. Je ne voudrais pas me prononcer sur la question de savoir si cette augmentation est justifiée ou non; on peut cependant admettre que certains prix sont restés trop bas pendant trop longtemps. Nous estimons que les pays exportateurs de matières premières ont droit à des prix équitables.

J'aimerais mentionner quelques effets négatifs provoqués par cette nouvelle situation. Dans l'année courante, les pays européens vont être obligés de dépenser 55 milliards de \$ supplémentaires pour l'achat de produits de base indispensables à leur économie. Ceci a plusieurs conséquences négatives :

- 26 -

1. Première conséquence négative : augmentation des disparités économiques. Certains pays d'Europe - RFA, Pays-Bas, Belgique - n'éprouvent aucune diminution de leurs revenus. La RFA, par exemple, continue à disposer de surplus financiers. D'autres pays en revanche - Grande-Bretagne, Italie, France, Danemark - vont connaître de très graves difficultés financières. Il y a donc inégalité des situations économiques au sein même de la CEE; elle ira en s'accroissant et représente d'ores et déjà un frein à l'unification européenne. La Suisse, quant à elle, est placée entre deux : elle ne connaît ni accroissement ni déficit de ses revenus. Pour nous, l'effet global est neutre.
2. Deuxième conséquence négative : les pays d'Europe doivent assurer leur approvisionnement en produits énergétiques (pétrole) en prévision de nouveaux embargos. Cela les oblige à négocier avec le seul pays capable d'offrir une certaine garantie : les USA. En février 1974, les Etats-Unis ont pris l'initiative de convoquer une conférence à Washington. La France n'a pas participé aux travaux qui ont suivi cette conférence, alors que les autres pays du Marché Commun estimaient prioritaire cette coopération avec les USA. Ils ont accepté un arrangement même en l'absence de la France. Là aussi, l'unité de la CEE a été sacrifiée devant la nécessité de la situation.
3. Troisième conséquence négative : les pays arabes qui ont accumulé un surplus considérable de devises (50 milliards de \$ en 1974; on parle de 200 - 250 milliards de \$ dans quelques années, ont besoin d'investir ces fonds pour préserver la valeur de cet argent. L'Europe n'offre pas la capacité d'absorption nécessaire sinon suffisante. On a constaté dernièrement que ces fonds arabes se dirigeaient de plus en plus vers les USA qui ont créé des bons du trésors spéciaux. Pour l'Europe, ce développement est négatif.

- 27 -

Les effets financiers et le problème du recyclage des pétrodollars nous amènent à nous poser la question de savoir s'il ne conviendrait pas pour la Suisse d'adhérer au FMI. Nous savons que vous-même songez à développer vos relations avec le Fonds. Nous serions heureux de connaître votre position à ce sujet.

4. Quatrième et dernière conséquence négative : la division du Tiers-Monde. Il y a d'un côté les pays producteurs de pétrole qui gagnent beaucoup et les autres qui subissent les contrecoups de la crise et doivent déboursier 15 millions de \$ (1974) pour leurs besoins énergétiques. A quoi s'ajoute la difficulté de trouver des engrais chimiques à base de pétrole pour leur agriculture. Il y a donc division du Tiers-Monde : c'est la naissance du Quart-Monde. Telle est la situation qui nous préoccupe et qui pourrait évoluer dans un sens contraire à votre propre thèse d'un renforcement de l'Europe et d'un rapprochement Europe - Tiers-Monde.

M. Chi Peng-fei

Je reconnais la complexité du problème; quelles sont les sources d'approvisionnement de la Suisse ?

M. Jolles

Nous ne le savons pas exactement, car nous n'avons pas d'accords bilatéraux. Nous achetons aux sociétés internationales qui ont des sources diversifiées. De sorte que l'approvisionnement de la Suisse n'a pas posé de problème plus grave que pour les autres pays. Nous avons presque toujours obtenu le montant dont nous avons besoin. Mais nous subissons l'effet des prix. Nous allons devoir payer

- 28 -

2 milliards de frs. suisses supplémentaires en 1974 (ce qui représente le double par rapport à 1973). En revanche, nous allons recevoir en retour les devises arabes, ce qui équilibrera notre balance des paiements. Nous examinons la possibilité de passer des contrats de livraison pour ne pas être entièrement dépendants à l'avenir des sociétés internationales hollandaises, anglaises et américaines.

M. Chi Peng-fei

La Suisse essaie de rajuster graduellement ses rapports avec le Tiers-Monde. Six mois après la guerre d'octobre vous tentiez d'établir des rapports d'un type nouveau avec ces pays.

M. Jolles

Non, car nos rapports avec les pays du Tiers-Monde se sont toujours développés sur la base d'égalité. La Suisse n'a jamais été une puissance coloniale; elle a une longue tradition de commerce avec les pays en développement. Nous avons également favorisé l'accès à notre marché des produits de ces pays en leur accordant des préférences tarifaires.

M. Chi Peng-fei

Je voudrais préciser que je me référais à l'ensemble des pays européens et non pas à la Suisse en particulier. Les Pays-Bas ont-ils été les plus durement éprouvés par la crise pétrolière ?

- 29 -

M. Jolles

Les Pays-Bas ont du gaz naturel. Malgré l'embargo, ils n'ont donc pas souffert le plus. Ce n'est d'ailleurs pas un problème de quantité mais de prix. C'est pourquoi les pays à faibles balances des paiements (France, Grande-Bretagne, Italie) ont le plus souffert, en dépit de leurs bonnes relations avec les arabes.

M. Chi Peng-fei

Le Japon a également senti les effets négatifs de la crise pétrolière. J'ai toutefois le sentiment qu'une solution sera trouvée à ce problème dont je reconnais, une fois de plus, l'extraordinaire complexité.

II. Questions bilatérales

M. Graber

Il m'est bien agréable de pouvoir constater que nos relations bilatérales sont bonnes et en voie de se développer encore. Nous entretenons d'excellents rapports avec les représentants officiels que vous avez envoyés à Berne, dans notre capitale, ainsi qu'à Genève, au siège des organisations internationales qui y résident.

Si je considère la liste si importante de délégations que nous avons échangées au cours des dernières années, je crois pouvoir en déduire que les contacts entre nos deux pays répondent à une réelle nécessité. Comme la Suisse est un petit pays, j'apprécie d'autant plus l'effort tout particulier que vous faites pour accueillir si généreusement un aussi grand nombre de mes

- 30 -

compatriotes représentant les milieux les plus divers, politiques, scientifiques, techniques, culturels, tous intéressés à découvrir ce grand pays fascinant qu'est la Chine. Je saisis cette occasion pour vous prier de transmettre mes remerciements à votre Gouvernement pour tous les efforts qu'il déploie dans ce sens, afin de rapprocher nos deux peuples, nos deux pays.

Nous avons déjà échangé un grand nombre de délégations. Je n'ai pas l'intention de toutes les passer en revue. Je souhaiterais seulement rappeler qu'au cours des deux dernières années, la Suisse vous a envoyé des représentants de milieux très divers : hommes politiques, hommes d'affaires, artistes, professeurs, hommes de science, ingénieurs, journalistes. Cet automne, un nouveau groupe d'ingénieurs et d'architectes se rendra en Chine.

Au moment où je quittais la Suisse pour venir vous voir, j'ai encore été informé que votre Ministère des Postes et Télécommunications venait d'adresser une invitation à l'Administration suisse des postes et des télécommunications. Celle-ci a accepté avec reconnaissance cette invitation. Les responsables de nos télécommunications devraient venir en Chine le mois prochain, tandis que ceux de nos services postaux viendraient s'entretenir avec leurs homologues chinois au mois d'octobre.

Quant à votre pays, il nous a envoyé, lui aussi, des délégations d'experts dans le domaine de l'économie et du commerce, des hommes de science et des ingénieurs, représentant des disciplines très diverses, allant de la physique et de la chimie aux sciences de l'environnement, des médecins, des journalistes, des sportifs. Je considère que tous ces échanges constituent un excellent moyen pour nos peuples de mieux se connaître et je souhaite, pour ma part, qu'ils puissent se poursuivre et se développer. Avant de vous présenter dans ce sens quelques suggestions concrètes, je serais heureux de savoir si vous souhaitez également le développement de ces échanges.

- 31 -

M. Chi Peng-fei

Nous sommes d'accord avec ces échanges. Les personnalités les plus diverses ont toujours intérêt à échanger leurs expériences. Vous nous envoyez beaucoup de Suisses en Chine; nous voudrions qu'il y ait plus de Chinois se rendant en Suisse.

M. Graber

Votre Ambassade à Berne et notre Ambassade à Pékin sont en train de préparer deux visites de médecins. Je puis vous confirmer que nous attendons avec intérêt une délégation de votre pays dans les prochains mois ou au début de l'an prochain. D'autre part, l'Académie suisse des Sciences médicales se prépare activement à la visite qu'elle aura le plaisir de faire en Chine au cours de l'année prochaine.

Puisque nous parlons d'échanges dans le domaine de la médecine, j'aimerais saisir cette occasion pour vous dire encore que la médecine chinoise et l'acupuncture, en particulier, suscitent un très grand intérêt en Suisse. L'occasion se présentera peut-être un jour d'envoyer en Suisse un spécialiste chinois de l'acupuncture pour y réaliser des démonstrations à l'intention de notre corps médical.

Mes collaborateurs m'ont signalé que toutes les conditions pratiques étaient maintenant remplies, du côté suisse comme du côté chinois, pour inaugurer dès octobre de cette année, un échange d'étudiants boursiers. Deux étudiants suisses viendraient étudier dans vos universités, tandis que deux étudiants chinois viendraient chez nous. J'ai été informé qu'en ce qui vous concerne, un accord verbal serait suffisant. Je vous propose donc d'enregistrer celui-ci au procès-verbal.

L'accord mentionné concerne des étudiants boursiers. Je me demande s'il serait possible d'envisager en plus un échange

- 32 -

de quelques étudiants non-boursiers. Nous pourrions, quant à nous, accueillir trois jeunes étudiants chinois à Genève en octobre prochain. Nous vous proposerions d'accepter en échange encore trois étudiants suisses. Pourriez-vous vous rallier à cette proposition ?

En ce qui concerne les échanges de professeurs, je ne suis pas encore en mesure de vous proposer un candidat suisse. En revanche, je puis vous dire que l'Université de Zurich a donné son accord de principe à la création d'une demi-charge d'enseignement pour un lecteur chinois. Le candidat que vous nous proposerez recevra un salaire adéquat et pourrait consacrer la moitié de son temps à des travaux de recherche. Je serais heureux que nous puissions également enregistrer aujourd'hui un accord au procès-verbal sur cette question.

M. Chi Peng-fei

Quant aux professeurs, nous allons demander que nos services compétents examinent la chose. Etant donné que notre Ambassadeur est encore à Pékin, nous verrons l'affaire avec lui.

M. Graber

Nos montagnes, en particulier les Alpes suisses, jouissent d'une réputation dans le monde entier en raison de l'intérêt scientifique qu'elles présentent et de leur beauté spectaculaire. En Suisse comme en Chine, un sport s'est développé au contact des montagnes, je veux parler de l'alpinisme.

J'ai le plaisir de vous transmettre une invitation officielle du Gouvernement du canton de Soleure, des autorités de la ville de Soleure, ainsi que de l'Ecole fédérale suisse de gymnastique, qui souhaiteraient accueillir pendant quatre semaines, au cours

- 33 -

de l'année prochaine, un groupe d'alpinistes chinois, leur montrer les Alpes suisses et leur présenter une démonstration des techniques de l'école suisse de haute montagne.

Je serais reconnaissant si vous examiniez avec bienveillance cette proposition. Car, quels que soient les domaines, ce genre d'échange est toujours profitable à l'amitié.

M. Chi Peng-fei

Nous ne manquerons pas de transmettre à qui de droit votre aimable invitation. Notre département de la culture physique et des sports engagera les consultations avec votre Ambassadeur. Votre alpinisme est plus développé que le nôtre. Nous avons besoin de nous entraîner encore dans ce domaine.

M. Graber

Laissez-nous au moins la satisfaction d'être, provisoirement, les plus forts dans cette discipline !

Nous serions heureux de pouvoir procéder avec votre pays à un échange d'expériences dans le domaine de la protection civile. Dans une première étape, nous pourrions procéder à un échange de documentation. Notre Ambassade pourra vous remettre quelques publications de notre Office fédéral de la protection civile. Dans une deuxième étape, nous vous proposons de donner aux spécialistes responsables de nos deux pays la possibilité de se rencontrer. Je puis d'ores et déjà vous dire que notre Office fédéral serait disposé à organiser un programme d'information en Suisse pour les responsables chinois de la protection civile.

- 34 -

M. Chi Peng-fei

La protection civile est-elle un service obligatoire chez vous ?

M. Graber

La loi l'impose à tous les citoyens.

M. Chi Peng-fei

Y a-t-il une limite d'âge ?

M. Graber

Je crois que c'est 60 ans. Il s'agit de personnes qui ne font plus de service militaire actif.

M. Chi Peng-fei

C'est un système qui diffère du nôtre (milice populaire). Nous allons faire étudier le problème par le service compétent. Nous pourrions effectivement commencer par échanger des documents en la matière.

M. Graber

Pendant deux séances nous avons échangé nos vues en toute liberté. A cause de cette liberté d'expression, il conviendrait d'être discret vis-à-vis de la presse.

Comme vous le savez, nous sommes accompagnés d'une dizaine de journalistes suisses. Nous entendons ne rien leur dire quant à la substance de nos entretiens. Nous nous limiterons

- 35 -

à leur livrer la liste des sujets abordés, les têtes de chapitre. Je vous en fais part pour éviter tout malentendu. Si nous ne disions absolument rien, nous condamnerions nos journalistes à se livrer à d'inutiles spéculations.

M. Chi Peng-fei

Je vous remercie de votre appréciation sur nos rapports bilatéraux considérés comme satisfaisants. Nous partageons cette manière de voir. Au sujet de certains projets qui ont été lancés antérieurement, nous estimons qu'ils peuvent être poursuivis. Quant aux nouveaux projets (protection civile, alpinistes) ils ne posent en principe pas de problème. On en reparlera avec votre Ambassadeur. De part et d'autre, nous allons adopter une attitude active afin de développer nos échanges dans tous les domaines. Certains projets demanderont un certain temps de préparation, mais les choses peuvent toujours se réaliser; c'est une question de temps. Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain. J'aimerais de mon côté aborder un autre problème, une affaire ancienne. Je ne crois pas qu'il y en ait d'autre. Il s'agit du problème des réfugiés tibétains. Lorsque vous agissez à l'égard de ce problème, nous souhaitons que vous puissiez prendre des mesures. Ces gens font de la propagande anti-chinoise et cela est défavorable aux relations entre nos pays. Je voudrais attirer votre attention sur ce fait et souhaiter que la Suisse mette un frein aux activités de ces gens-là.

M. Graber

Le problème tibétain est effectivement ancien. Je m'en suis souvent entretenu avec vos Ambassadeurs à Berne; cela a été aisé, car sur place ils prennent conscience du fait que

- 36 -

l'accueil de réfugiés est une vieille tradition, très ancrée chez nous et que personne ne modifiera jamais.

Nous accueillons des réfugiés de toute tendance, de toute provenance. C'est là un aspect important du visage humanitaire de la Suisse. Il a certes ses inconvénients, surtout pour les pays d'où ils proviennent. Nous les accueillons en veillant strictement à ce qu'ils s'abstiennent de toute activité politique publique. On ne peut, bien sûr, les empêcher de parler de politique à l'intérieur de leur petite communauté; ce qui leur est interdit, c'est de le faire publiquement. Nous en avons d'ailleurs plafonné le nombre : depuis 1963, il est limité à 1000 unités (chiffre qui n'a jamais été atteint; ils sont en réalité 700).

Jamais le peuple suisse n'abandonnera une tradition aussi profondément ancrée. Autrefois, la Suisse était beaucoup plus libérale. Lénine lui-même a pu librement déployer ses activités politiques. De nos jours, les risques sont trop grands; nous sommes devenus beaucoup plus restrictifs. La petite colonie tibétaine ne fait pas de bruit et nous pouvons en parler tout à fait à l'aise.

M. Chi Peng-fei

Nous n'avons pas d'objection à ce que vous laissiez vivre ces gens-là, dits réfugiés. Ce que nous ne voudrions pas, c'est que vous leur permettiez d'exercer des activités anti-chinoises. Si on ne résoud pas ce problème, cela pourrait affecter nos bonnes relations.

M. Graber

Jusqu'à présent, nous avons agi de façon précisément à ne pas affecter nos relations.

- 37 -

M. Chi Peng-fei

Il est normal et naturel que sur différents problèmes concrets, nous ayons des vues différentes. Sur la tendance générale, il y a bien des points communs. En ce qui concerne le pétrole, vous avez beaucoup souffert. L'URSS en a profité. Elle a acheté du pétrole aux pays arabes et l'a revendu trois fois plus cher à l'Allemagne fédérale.

M. Graber

Nous sommes totalement satisfaits. Le temps a été fort bien utilisé et c'est dans ce sens que nous sommes satisfaits. Nous rentrons enrichis par ces discussions. Nous vous savons gré aussi de pouvoir rencontrer demain votre collègue du Commerce extérieur. Puis-je vous rappeler la question de M. Jolles à propos du FMI ?

M. Chi Peng-fei

La Chine n'a pas adhéré au FMI et n'envisage pas de le faire tant que le représentant de Chiang Kai-shek y siègera.

M. Jolles

J'ai cru comprendre lors de la réunion de Nairobi, que la possibilité existait pour vous d'occuper le siège chinois.

M. Chi Peng-fei

Nous avons reçu une lettre du FMI. Nous avons répondu que le problème résidait dans l'expulsion préalable du représentant de Chiang Kai-shek.

- 38 -

M. Graber

Est-ce vraiment un problème ? car dès l'instant où votre représentant apparaîtrait, celui de Chiang Kai-shek disparaîtrait aussitôt.

M. Chi Peng-fei

La question doit tout de même faire l'objet d'une résolution et l'expérience a montré que le représentant de Chiang Kai-shek ne quittait pas automatiquement la scène.
